



Conseil économique et social

Distr. limitée
14 juillet 2009
Français
Original : anglais

Pour examen

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2009

14-16 septembre 2009

Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire*

Résumé des examens à mi-parcours des programmes de pays

Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Résumé

Le présent résumé régional des examens à mi-parcours des programmes de pays qui ont été conduits en 2008 a été établi en application de la décision 1995/8 du Conseil d'administration. Ce dernier est prié de faire des observations sur ce rapport et de formuler des directives à l'intention du secrétariat.

* E/ICEF/2009/16.



Introduction

1. Le présent rapport porte sur les examens à mi-parcours des programmes de pays de l'Iran (2005-2009) et de l'Iraq (2007-2010), qui ont été achevés en 2008. L'examen à mi-parcours du programme de pays de l'Iran a eu lieu à un moment où le programme de recherche nucléaire du pays et les débats de l'Assemblée générale des Nations Unies relatifs à certains problèmes de droits de l'homme suscitaient des tensions accrues. L'examen à mi-parcours du programme de pays de l'Iraq a été mené alors que les conditions de sécurité s'étaient considérablement améliorées, après des années de violences extrêmes et imprévisibles, qui ont gravement compromis l'exécution du programme.

Iran

2. **Processus.** L'examen à mi-parcours du programme de coopération pour la période 2005-2009 a été un processus très participatif; il a consisté en des consultations menées à l'échelle nationale avec les interlocuteurs gouvernementaux et d'autres parties prenantes, ainsi qu'en des évaluations et des analyses de résultats. Il a été coordonné par le Ministère des affaires étrangères. Des équipes mixtes composées de représentants du Gouvernement et de l'UNICEF ont été mises sur pied pour entreprendre un examen sectoriel des composantes du programme de pays en partant du principe que l'Iran était un pays à revenu intermédiaire. Malgré certains retards, cet examen a été mené à bien et le Gouvernement et l'UNICEF ont signé le document y relatif en août 2008.

3. **La situation des femmes et des enfants.** D'importants progrès ont été accomplis dans le domaine de la réduction des taux de mortalité infantile en Iran. C'est ainsi que le taux de mortalité des moins de 5 ans, qui était de 46 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1993, est tombé à 40 en 2003 puis à 34 en 2007. Au cours de ces 10 dernières années, les taux de mortalité des nouveau-nés et des nourrissons ont eux aussi accusé une baisse régulière due à un meilleur accès aux soins de santé primaires et aux services éducatifs. La malnutrition et les pratiques suivies pour l'alimentation des jeunes enfants continuent de poser des problèmes, notamment dans les provinces marquées par de fortes disparités où l'on relève un fort pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, de cachexie et de retards de croissance.

4. La baisse des taux de mortalité des moins de 5 ans s'est accompagnée d'une modification des causes profondes des décès; en effet, les blessures ont remplacé les maladies contagieuses comme cause principale de la mortalité et de la morbidité infantiles. Durant la seule année 2006, les accidents de la route ont causé la mort de 2 700 enfants de moins de 15 ans et ont blessé plus de 95 000 enfants et adolescents de moins de 20 ans.

5. La fiabilité des données relatives au VIH/sida constitue un important obstacle aux efforts de surveillance menés à l'échelle nationale. Il ressort des statistiques du Ministère de la santé que le nombre cumulé d'infections par le VIH a augmenté, passant de 13 432 en avril 2006 à 18 320 en septembre 2008. L'usage de drogues injectables est la principale cause de contamination (69 % des cas), suivie par la transmission par voie sexuelle (8 % des cas), bien qu'on relève une proportion importante (21 %) d'infections dont les causes ne sont pas connues.

6. L'Iran progresse sur la voie de la réalisation de l'objectif de l'éducation primaire pour tous. Dans les établissements d'enseignement élémentaire, plus de 98 % des enfants d'âge scolaire fréquentent le cours préparatoire et plus de 93 % achèvent le cycle du primaire. Néanmoins, les enfants dont les parents sont en situation irrégulière ne peuvent fréquenter les écoles nationales et il arrive de temps à autre que les autorités iraniennes ferment les établissements d'enseignement parallèles ouverts par des enseignants afghans vivant en Iran. De récentes négociations avec le Ministère de l'intérieur ont permis d'élaborer des modèles conjoints qui pourraient offrir à ces enfants un accès à l'éducation.

7. Si les possibilités d'éducation offertes aux femmes et aux filles se sont développées, notamment au niveau de l'enseignement supérieur, ces progrès ont été bien moindres dans le domaine de l'emploi. C'est ainsi qu'en Iran, le taux d'emploi des femmes est de 33 % et leur taux de chômage est supérieur à celui des hommes. En outre, les femmes n'occupent que 13 % des postes de responsabilité. Elles sont victimes de discrimination au niveau des Codes civil et pénal et sont aussi défavorisées dans le domaine du droit de la famille et des prestations liées à l'emploi.

8. **Progrès accomplis et principaux résultats obtenus.** L'UNICEF continue d'offrir un appui non négligeable au modèle communautaire novateur d'enregistrement des naissances que l'Iran a mis en place dans 12 districts pilotes. Grâce à ce modèle, entre 2006 et 2007, le taux d'enregistrement des naissances durant l'année suivant l'accouchement est passé de 62 à environ 69 % dans les provinces du Sistan et du Baloutchistan et de 84 à 86 % dans la province de Hormozgan. Le programme de pays a également étendu les services de soins aux jeunes enfants à ces districts pilotes et offert un appui à la formation de personnel ainsi qu'à la distribution de fournitures destinées à 69 nouveaux centres de puériculture ruraux. Le nombre de ces centres, créés à titre pilote, est aujourd'hui supérieur à 5 000.

9. Le projet modèle d'éducation des filles rurales, élaboré en collaboration avec le Ministère de l'éducation en 2004 et partiellement exécuté, a été adopté de nouveau en 2007. Un résultat important a été obtenu : le Gouvernement a décidé d'étendre ce projet à quatre provinces, à savoir l'Ilam, le Khorasan-Sud, le Golestan et le Lorestan. Plus de 13 000 fillettes et jeunes filles fréquentant les établissements scolaires situés dans les zones rurales des provinces susmentionnées et près de 6 500 autres filles scolarisées dans des écoles primaires d'autres régions bénéficient d'un enseignement et d'un apprentissage participatifs de qualité dispensés avec l'aide de 450 pairs choisis parmi les membres des communautés locales.

10. Dans le domaine de la législation et de l'application des lois, l'UNICEF a aidé à élaborer un projet de loi complet sur la protection de l'enfance. Ce texte supprime pour la première fois les différences qui existent entre filles et garçons en matière de services de prévention et de protection. Il prévoit de lourdes sanctions à l'encontre des parents ou prestataires de soins coupables de mauvais traitements envers les enfants dont ils ont la garde. On a également entrepris d'élaborer des codes de conduite à l'intention des enseignants, des agents sanitaires et des travailleurs sociaux. Ces codes serviront à garantir la protection des enfants à l'école, au sein du système de santé et là où les travailleurs sociaux sont en contact avec eux. L'UNICEF s'est également consacré aux activités de plaidoyer en faveur des droits de l'enfant ainsi qu'à la réforme du système judiciaire. À la suite de ces efforts, le

Parlement iranien a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, auquel l'Iran a officiellement adhéré le 26 septembre 2007. Une politique et une stratégie de communication nationales pour la prévention de la maltraitance des enfants ont été élaborées et on a commencé à développer les services d'assistance téléphonique aux enfants et à renforcer les capacités connexes.

11. Dans le cadre de la Convention, la question des enfants aux prises avec la loi et de la peine de mort pour les moins de 18 ans a été abordée en tenant compte de l'objectif prioritaire d'ensemble que constitue l'appui à la justice pour mineurs. L'UNICEF a élaboré des stratégies éprouvées de lutte contre les exécutions de mineurs, consistant notamment à mener des activités de plaidoyer auprès des familles aux fins de l'octroi de pardons et à œuvrer, à l'échelle nationale, en liaison avec un comité de supervision au sein de l'appareil judiciaire. En outre, grâce à ces efforts, l'UNICEF et le Gouvernement sont sur le point d'engager un débat sur la question de la réinsertion des jeunes condamnés à la peine capitale ainsi que sur les mécanismes de prévention.

12. Outre l'action qu'il a menée en faveur de la prestation de services de qualité dans le secteur de la santé, l'UNICEF a déployé des efforts considérables pour que le Ministère de l'éducation se saisisse de nouveau de la question de l'enseignement destiné à préparer les jeunes à la vie active. À l'issue d'une année de négociations avec le Ministère, il a été possible de rétablir le programme de promotion de modes de vie sains qui avait été élaboré en 2004 puis suspendu en 2005 en raison de la sensibilité du sujet. Le Fonds a développé les liens de partenariat qu'il avait noués avec les dignitaires religieux, afin essentiellement de plaider la cause des personnes vivant avec le VIH et le sida, en s'attaquant notamment aux problèmes de stigmatisation et de prévention ainsi qu'à la question des soins et de l'appui à fournir aux personnes touchées. La mise au point d'une version iranienne de la publication intitulée *What We Religious Leaders Can Do to Fight HIV and AIDS* a été une étape marquante dans l'histoire de la collaboration entre l'UNICEF et le clergé chiite. Le Fonds a été la tête des efforts qui ont abouti à l'élaboration du premier programme sur le VIH/sida mis en œuvre conjointement par le Gouvernement iranien et l'Organisation des Nations Unies, avec le concours de 10 organismes participants.

13. **Ressources.** Durant les trois premières années (2005-2007) du cycle de programmation, le montant total des ressources allouées par l'UNICEF s'est élevé à 9,2 millions de dollars, dont 4,9 millions provenant des ressources générales et 4,3 millions d'autres ressources. Le taux d'utilisation des crédits a été de 98 % (99 % pour les ressources générales et 96 % pour les autres ressources).

14. **Difficultés et possibilités ayant des incidences sur le programme.** Le programme de pays a été mis en œuvre dans un contexte marqué par les tensions internationales suscitées par le programme de recherche nucléaire de l'Iran.

15. **Modifications apportées.** Rares sont les modifications qu'il a été proposé d'apporter aux composantes et à la structure du programme de pays. Le principal changement auquel l'examen à mi-parcours a abouti a été la mise en place d'un cadre d'exécution du programme, portant essentiellement sur les aspects administratifs du programme de pays. Deux nouveaux partenaires ont été associés à l'exécution de ce programme : le Ministère de l'intérieur, pour ce qui concerne

l'initiative relative aux équipes de mise en œuvre au niveau des districts, et le Centre de la femme et de la famille (qui relève de la présidence), pour le projet de démarginalisation des femmes. Ces nouveaux partenariats sont d'une importance stratégique et devraient permettre d'accomplir de réels progrès dans la mise en œuvre du programme de pays. Les liens de partenariat récemment tissés avec le Ministère de l'intérieur offrent aussi des perspectives aux programmes sectoriels mis en œuvre dans les districts pilotes.

Iraq

16. **Processus.** L'examen à mi-parcours du programme de pays de l'Iraq pour la période 2007-2010 a été, à toutes les étapes, un processus participatif. Dès mars 2008, une série de réunions de planification et d'examen et une séance consacrée spécialement aux modalités de l'examen à mi-parcours ont été tenues en collaboration avec certains partenaires. Des réunions d'examen sectoriel ont eu lieu avec la participation de tous les ministères et institutions gouvernementales compétents. Ce processus s'est achevé à Bagdad en novembre 2008. Il a abouti à l'établissement de rapports distincts, qui ont été fusionnés en un document final national de synthèse. Ces efforts ont culminé par la tenue, en décembre 2008, à Bagdad, d'une réunion officielle consacrée à l'examen à mi-parcours qui a été présidée par le Ministère iraquien des affaires étrangères. Un élément marquant de cette manifestation nationale de haut niveau a été le lancement de l'Appel des enfants irakiens et la présentation d'un Drapeau de la paix. Ces initiatives ont permis aux enfants irakiens d'exprimer leur aspiration à un Iraq pacifique et prospère. Elles constituent aujourd'hui un élément essentiel des activités de plaidoyer en faveur de la réalisation des droits de l'enfant et de la mobilisation de ressources.

17. **La situation des femmes et des enfants.** En Iraq, le taux de mortalité des moins de 5 ans (41 décès pour 1 000 naissances vivantes) est relativement élevé si on le compare à ceux de la Syrie et de la Jordanie voisines, qui s'élèvent respectivement à 14 et à 25 décès pour 1 000 naissances vivantes. Pour les 15 dernières années, ce taux est estimé à 49 décès pour 1 000 naissances vivantes, chiffre qui ne dénote qu'une très légère amélioration du taux de survie des enfants de moins de 5 ans. Les décès de nouveau-nés et de nourrissons représentent 85 % et 58 % respectivement du total des décès d'enfants de moins de 5 ans. Aussi, la réduction des taux de mortalité infantile et néonatale demeure-t-elle un moyen essentiel de lutter contre la mortalité des moins de 5 ans en Iraq. Des disparités subsistent à l'échelle régionale, les taux les plus élevés enregistrés dans le gouvernorat de Salaheddine étant supérieurs de 70 % à la moyenne nationale.

18. En raison du climat d'insécurité, le taux de fréquentation scolaire dans le primaire est peu élevé dans tout le pays. Dans les communautés les plus démunies de Anbar, Babil et Bassorah, moins de 60 % des enfants de 6 à 11 ans vont régulièrement à l'école tandis qu'à Bagdad, Ninive et Tamim, ce pourcentage tombe à 30 %. Dans bon nombre de ces gouvernorats, plus de 30 % des établissements d'enseignement primaire recourent au système des classes alternées, formule qui nuit à la qualité de l'éducation. Les possibilités d'apprentissage qui s'offrent aux enfants et aux jeunes non scolarisés sont limitées. Le programme d'apprentissage accéléré ne bénéficie actuellement qu'à 17 000 enfants et adolescents, et l'écart entre garçons et filles est considérable. C'est ainsi qu'à la fin de l'année scolaire 2007/08, le nombre de garçons inscrits était trois fois plus élevé que celui des filles.

19. L'Iraq dépend essentiellement de l'eau de ses cours d'eau pour subvenir aux besoins de sa population, de son agriculture et de son secteur industriel. Malheureusement, le niveau des eaux du Tigre est tombé au-dessous du point minimum de 27 mètres, créant ainsi de graves pénuries d'eau à Bagdad. L'Iraq est également aux prises avec l'une des pires sécheresses qu'il ait connues depuis 10 ans et qui a été extrêmement préjudiciable à la production agricole et alimentaire locale. La qualité de l'eau reste un problème, notamment dans le sud du pays où 98 % de la population de Bassorah doit consommer de l'eau traitée par osmose inverse, l'eau disponible localement étant trop salée pour être potable ou pour servir à la cuisson des aliments. Dans le domaine de l'assainissement, 17 % seulement de toutes les eaux usées sont traitées, bien que de manière inefficace, et de vastes quantités d'eaux usées non traitées s'écoulent en permanence dans le Tigre. La gestion des déchets solides laisse encore à désirer : 45 % seulement des ordures, déchets et autres matières résiduelles sont ramassés, le reste étant déversé dans des champs à ciel ouvert ou dans les cours d'eau, ce qui met gravement en péril la santé publique et l'environnement.

20. Dans la plupart des régions du pays, les violences récurrentes ont détruit les institutions et systèmes chargés d'assurer la protection physique, sociale et juridique des enfants. Ces derniers vivent dans la crainte de la violence ou ont été témoins d'actes extrêmement violents ayant pu causé la mort de personnes qu'ils connaissaient. Même les enfants qui n'ont pas été directement exposés à la violence se ressentent du stress psychosocial que leur transmettent les personnes qui s'occupent d'eux et les autres adultes qui les entourent. Plus de 35 % des adultes irakiens souffrent des conséquences du stress psychosocial, situation peu propice à un cadre de vie sain pour les enfants. La violence dans la famille est aussi le lot quotidien de nombreuses femmes irakiennes. Une enquête récemment menée à l'échelle nationale a montré qu'une femme sur cinq avait affirmé avoir été victime de violences physiques tandis qu'une sur trois avait subi des violences d'ordre émotionnel. Un problème de plus en plus préoccupant est celui de la réapparition des violences à l'égard des femmes, notamment la vague de crimes d'honneur survenus dans certaines villes et régions de l'Iraq comme Bagdad, Bassorah, Diyala et le Kurdistan.

21. **Progrès accomplis et principaux résultats obtenus.** En dépit des facteurs qui ont considérablement entravé la bonne marche des services de santé de proximité, et qui étaient liés pour la plupart au climat d'insécurité, 42 des 114 districts de l'Iraq ont enregistré un taux de couverture vaccinale pour les trois doses de vaccins associés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos de plus de 80 %. Une campagne nationale de lutte contre la rougeole, les oreillons et la rubéole a été lancée en 2007, bénéficiant à 3,4 millions d'enfants. De mars à mai 2008, l'UNICEF a aidé le Ministère de la santé et la Direction de la santé à mener plusieurs campagnes d'éradication qui ont permis de vacciner plus de 500 000 enfants âgés de 9 à 29 mois contre la rougeole, les oreillons et la rubéole dans les gouvernorats de Anbar, Ninive, Kirkouk et Salaheddine et d'enrayer l'épidémie de rougeole survenue dans ces régions. Quatre millions six cent mille enfants (soit 96 % du total de l'objectif visé) ont été vaccinés contre la poliomyélite et la rougeole dans le cadre de deux campagnes accélérées de lutte contre ces maladies. L'UNICEF a mis 2 millions de doses de vaccin polio oral, des registres de vaccination et des moyens de transport à la disposition de 7 300 équipes mobiles. Grâce à ces efforts, la poliomyélite a été entièrement éradiquée en Iraq.

22. Le Ministère de la santé a adopté une politique consistant en l'utilisation de zinc et de nouveaux sels de réhydratation par voie orale, et l'UNICEF a fourni une quantité initiale de zinc suffisante pour le traitement de 1 million de personnes. En Iraq, le pourcentage de ménages qui consomment du sel correctement iodé demeure faible (26 %). Le Fonds fait campagne auprès du Ministère de la santé et du Ministère de l'industrie afin qu'ils prennent la responsabilité de l'approvisionnement en iodate de potassium. Une stratégie de communication destinée à promouvoir l'iodation généralisée du sel est en cours d'élaboration et une campagne médiatique a été lancée à titre pilote dans trois gouvernorats du nord.

23. Une action soutenue en faveur de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants a été menée dans l'ensemble du pays, l'UNICEF dispensant à 4 000 agents sanitaires de tous niveaux et représentantes de groupes de femmes une formation à la promotion de l'allaitement maternel. Une maternité d'Erbil a été pleinement accréditée par l'initiative Hôpitaux amis des bébés et quatre autres établissements du même type sont sur le point de l'être. Cinq hôpitaux déjà accrédités par l'initiative ont fait l'objet d'un réexamen et ont conservé leur accréditation.

24. La campagne « Allez à l'école, restez à l'école » a permis d'aider 4,7 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire auxquels du matériel d'apprentissage essentiel a été fourni. Plus de 200 établissements scolaires ont été construits ou remis en état de façon à répondre aux normes relatives aux écoles accueillantes pour les enfants. Cette initiative a permis de réduire les coûts de l'enseignement ainsi que le pourcentage de classes surpeuplées, contribuant ainsi à une augmentation des taux de scolarisation et de rétention scolaires dans le primaire. Selon les données recueillies lors d'une enquête, les taux d'inscription scolaire auraient augmenté de 13 % et les taux de fréquentation de 10 %, voire 14 % pour les filles. Le climat d'insécurité a contraint bon nombre d'enfants à rester chez eux ou à fréquenter l'école pour de plus courtes périodes. Afin d'empêcher que la scolarité de ces enfants ne soit interrompue, le Ministère de l'éducation et l'UNICEF ont entrepris de concevoir, à leur intention, du matériel pédagogique complémentaire. Les activités d'urgence du Fonds dans le domaine de l'éducation ont permis d'aider plus de 100 000 enfants en situation de crise à poursuivre leurs études. Des fournitures scolaires, des malles « école en boîte », des tentes et des malles de jeux ont été distribuées après l'attentat à la bombe de Sinjar de sorte que les enfants puissent reprendre leurs cours et mener des activités de loisir.

25. L'élaboration d'une stratégie de communication pour la prévention du VIH parmi les jeunes a commencé en 2007 et a été menée à bien en 2008. Suite aux campagnes communes de plaidoyer menées par l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'équipe de pays des Nations Unies a fait de la lutte contre le VIH l'une de ses priorités. Le Fonds a appuyé l'élaboration et l'impression de plusieurs documents en langue kurde, notamment de manuels destinés aux éducateurs et portant sur les compétences pour la vie et la santé en matière de reproduction, des brochures éducatives conçues pour la jeunesse et pour les prestataires de soins et de directives à l'intention des spécialistes. Des activités de plaidoyer intenses ont été déployées à différents niveaux auprès des forces multinationales stationnées en Iraq pour les encourager à mettre en place des mesures susceptibles d'accélérer le traitement des cas d'enfants détenus sans procès ni chef d'accusation.

26. **Ressources.** Le montant total des ressources que le Fonds a allouées au programme qu'il a exécuté en Iraq durant la période 2007-2008 s'est élevé à 97,8 millions de dollars, dont 4,4 millions provenant des ressources générales et 93,4 millions d'autres ressources. Pendant la même période, le montant total des dépenses s'est chiffré à 70,4 millions de dollars, dont 4,2 millions provenant des ressources générales et 66,2 millions d'autres ressources, soit un taux d'utilisation des crédits de 72 % pour le total des ressources, de 96 % pour les ressources générales et de 71 % pour les autres ressources.

27. **Obstacles et possibilités ayant eu des incidences sur les progrès accomplis.** Les attentats à la bombe qui ont frappé les sanctuaires de Samara et de Sinjar ont entravé la mise en œuvre des interventions prévues au titre du programme, rendu l'accès plus difficile et freiné les activités de mobilisation. Le manque de fonds a lui aussi été un obstacle majeur à l'exécution du programme, nécessitant souvent des efforts de rationalisation et de levés de fonds. Les taux de rotation élevés des différentes catégories de personnel sanitaire dans l'ensemble du pays ont gravement compromis l'aptitude du Ministère de la santé à assurer régulièrement des services de santé et de nutrition. Les responsables de la santé hésitent de plus en plus à se rendre à Bagdad pour s'y procurer des médicaments, du matériel et des vaccins, ce qui provoque des ruptures de stock et des pénuries au niveau local.

28. Depuis le début de 2008, le nombre d'incidents liés à la sécurité a considérablement diminué. En conséquence, l'UNICEF a renforcé sa présence à Bagdad et dans tous les gouvernorats. Il devrait en résulter un renforcement de l'action menée en amont, notamment dans les domaines de la budgétisation axée sur les enfants et de la planification stratégique. En outre, pour la première fois depuis le début de la guerre en 2003, un représentant du Fonds a présenté ses pouvoirs au Ministère iraquien des affaires étrangères à Bagdad.

29. **Modifications apportées.** L'UNICEF a mis à profit l'examen à mi-parcours pour repenser et réorienter sur le plan stratégique son modèle de programmation, en tenant compte de l'évolution de la situation en Iraq. À mesure que les conditions de sécurité et les possibilités d'accès s'amélioreront, et que le Gouvernement iraquien fera une plus large place au financement des services sociaux, le Fonds axera ses programmes sur les trois niveaux ci-après : a) le niveau national, pour l'élaboration de politiques en amont, comme les politiques de réforme fiscale et le renforcement des politiques sociales; b) l'ensemble du pays, pour les interventions clefs susceptibles d'avoir un effet sur tous les enfants irakiens; et c) les gouvernorats et les collectivités locales, notamment les communes cibles les plus vulnérables, au moyen de la programmation intégrée et multisectorielle axée sur une région donnée. Durant tout le reste du cycle de programmation, les programmes s'articuleront autour de ces trois niveaux de façon à obtenir des résultats stratégiques, dûment ciblés et mesurables dans le domaine de la protection de l'enfance.

Conclusion

30. L'Iran a accompli d'énormes progrès en matière de prestation de services de sécurité sociale, de santé et d'éducation, se hissant ainsi, en terme de développement humain, au rang de pays à revenu intermédiaire. L'examen à mi-parcours a permis de reconfirmer les résultats et la structure du programme actuel de coopération avec le Gouvernement. Au nombre des principaux résultats que ce processus d'examen a

permis d'obtenir, on citera l'adoption d'un cadre de programmation portant spécifiquement sur la nécessité d'offrir un environnement protecteur à l'enfant dans lequel s'inscriront les efforts conjoints consacrés à la protection de l'enfance, le souci d'élargir l'appui au renforcement des moyens dont disposent les autorités régionales et locales en matière de planification et de surveillance sociales, et la volonté de voir l'UNICEF jouer un rôle dans la préparation préalable aux interventions en cas de catastrophe. En outre, dans le cadre de ce processus, il a été demandé au Fonds de fournir un soutien accru aux domaines d'activité suivants : soins à donner aux jeunes enfants et suivi des adolescents, en particulier stratégie de communication visant la modification des comportements. On a aussi mis l'accent sur la contribution importante que les partenariats pouvaient apporter à la promotion des droits de l'enfant ainsi qu'à la recherche sur ces droits et l'islam menées en collaboration avec certaines universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur.

31. Bien qu'il se trouve actuellement dans une phase de transition délicate, l'Iraq s'achemine progressivement vers la stabilisation. La baisse spectaculaire de la violence, le fait que l'accès aux services sociaux ait été rendu plus aisé, l'amélioration des perspectives économiques et les signes manifestes d'une autorité politique plus affirmée permettent désormais au Gouvernement iraquien de donner la priorité à la décentralisation et aux dépenses sociales. Cette évolution devrait permettre au système des Nations Unies d'étendre sa présence en Iraq, obligeant ainsi l'UNICEF à réorienter son programme de pays pour le ranger dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et à opérer un important changement de stratégie en donnant désormais la priorité à l'action politique en amont et non plus aux approvisionnements et à la prestation de services. Pour ce faire, il faudra que le Fonds renforce sa présence dans le pays en 2009, en tirant parti des compétences acquises par les Iraquiens dans tous les domaines de l'exécution et de la gestion des programmes.
